

Zeitschrift: Revue économique franco-suisse
Herausgeber: Chambre de commerce suisse en France
Band: 54 (1974)
Heft: 4

Rubrik: Coup d'œil sur l'économie

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 21.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Coups d'œil sur l'économie

D'après la revue mensuelle « World financial Markets » éditée par la Morgan guaranty trust, c'est la Suisse qui souffrirait de la plus forte **dégradation de la compétitivité sur les marchés extérieurs**. L'étude qui conduit à cette conclusion porte sur neuf pays fortement industrialisés et également très engagés dans le commerce extérieur. A cet effet, la banque a calculé un taux moyen de variation des changes, ainsi qu'un taux médian de hausse du coût de la vie. A partir de cet « indice conjoint », elle calcule l'écart enregistré par chaque pays. Ainsi, dans le cas de la France, dépréciation monétaire et hausse du coût de la vie se tiennent en équilibre, ce qui veut dire que la compétitivité extérieure n'aurait pas changé en 1974. Dans le cas des États-Unis, cette compétitivité se serait affaiblie de 6%, de 2% en Allemagne, de 6% en Grande Bretagne et de... 10% dans le cas de la Suisse. — Globalement, ces constatations correspondent probablement à la réalité. Mais on voit mal pourquoi les auteurs de l'étude ont fait intervenir les indices du coût de la vie, reflets des dépenses d'un ménage de salarié, alors qu'il eut été plus correct de se servir des indices de prix des produits exportés.

La dégradation des termes de l'échange, l'inflation et la situation de l'emploi constituent la majeure partie des **préoccupations des autorités** aussi bien françaises que suisses. A Paris et à Berne, les gouvernements ont fait savoir à l'occasion du Nouvel an qu'ils n'envisageaient pas de relâcher les freins de la politique du crédit dans un proche avenir. Ils estiment qu'un assouplissement excessif des restrictions monétaires n'aboutirait pas, étant donné les pressions inflationnistes, à garantir l'emploi, mais bien plus à le mettre en danger. — Dans le cas de la Suisse, le chef du Département de l'économie publique estime que les retombées indirectes de la conjoncture internationale — protectionnisme, difficultés d'approvisionnement, fluctuations de changes — pourraient atteindre le pays plus durement que les effets directs. Il convient par conséquent de développer les relations multilatérales et bilatérales en vue de maintenir le niveau de libéralisation atteint par le commerce mondial.

D'après les premières estimations, **le déficit de la balance commerciale suisse** s'élèvera à quelque 8 milliards de FS pour 1974 et dépassera d'un milliard environ le niveau de l'année précédente. Jusqu'ici, le déficit traditionnel de la balance commerciale était généralement équilibré par l'excédent des revenus encaissés au titre des capitaux placés ou investis à l'étranger, des assurances et réassurances, des brevets et licences. Il n'est pas certain que la balance des revenus se présente en équilibre pour 1974. — En ce qui concerne le comportement du commerce extérieur de la Suisse, on notera cependant qu'en dépit d'une douloureuse dégradation des termes de l'échange et du fort accroissement du coût des produits pétroliers, la couverture des importations par des exportations ressort pour les onze premiers mois de 1974 à 81,7%, en légère amélioration par rapport à 1973 (81,4%) et aussi par rapport à 1972 (80,0%). — Malgré l'accumulation des problèmes auxquels elle avait à faire face, l'industrie suisse de l'exportation a su remplir son rôle qui consiste à fournir au pays l'essentiel des devises nécessaires pour assurer sa subsistance.

Au cours de l'hiver 1972-1973 la Suisse a couvert le cinquième de ses besoins d'**énergie** électrique par la production **nucléaire**. — L'on chiffre à 6,273 milliards de kWh la production totale d'électricité obtenue en Suisse à partir des centrales atomiques. Grâce au fait que pour la première fois les trois centrales atomiques ont fonctionné pendant toute l'année, la production d'énergie nucléaire a enregistré une augmentation de 75% par rapport à l'année précédente. Il s'agit des centrales Beznau I, Beznau II et Mühleberg. — Comme en Suisse le courant électrique est principalement produit par l'hydraulique, la prestation des centrales nucléaires ne diminue pas la consommation de pétrole. Mais les ressources hydrauliques étant pratiquement épuisées, l'apport nucléaire évite le recours, pour les besoins nouveaux, à l'énergie pétrolière.

L'Union suisse du commerce et de l'industrie vient de constater, au terme d'une enquête, que de nombreuses industries suisses de petite et moyenne dimension (moins de 300 salariés) sont fortement engagées sur le plan international. Sur les 500-600 firmes ayant participé à l'enquête, un dixième peut être considéré comme des **entreprises multinationales**. En effet, elles disposent d'une ou plusieurs filiales à l'étranger et, dans nombre de cas, ces filiales occupent des effectifs supérieurs à ceux employés dans la maison mère en Suisse. — Cette constatation confirme le caractère largement multinational d'une très importante partie des entreprises suisses qui ne comptent pas parmi les « grands ».
